

REPORTAGE

BEREZNE, KIEV, ZVIAHEL (UKRAÏNE) -
envoyée spéciale

Nataliy a été la première à avoir sa vie anéantie. Le 23 février, son fils, Voren Roman Alexander, est mort au combat dans la région orientale de Donetsk, en Ukraine. Depuis, cinq autres de ses 130 collègues de l'usine de manteaux Lener Cordier de Berezne (Ouest) ont perdu un mari ou un fils.

« Il avait 33 ans et deux garçons », dit en pleurant la quinquagénaire, derrière sa table de travail. L'ancien maçon a été inhumé dans l'allée des héros du cimetière de cette ville de 13 000 habitants, épargnée par les hostilités. Depuis, « parce qu'il le faut bien » et qu'elle est payée à la tâche, pour environ 9 000 hryvnias par mois (environ 230 euros), Nataliy n'a pas « manqué un jour de travail ».

Car, « malgré la guerre [face à la Russie], les usines d'habillement d'Ukraine continuent de produire », note Frédéric Lener, patron de Lener Cordier. La PME française d'Hazebrouck, dans le département du Nord, fabrique des manteaux sous sa marque Trench & Coat et pour des clients, dont Lacoste et Monoprix, au sein de sa manufacture créée en 2008 à Berezne et de celles d'une dizaine de sous-traitants locaux. Tous ces sites tournent grâce à des femmes qui y occupent les postes de couturières, de patronnières ou de repasseuses.

« En période de guerre, avoir un personnel majoritairement féminin est une chance », concède Tania Ryaboshapko, numéro deux de Lesya, gros fabricant de pantalons de la ville de Zviahel (anciennement Novohrad-Volynsky). Car tous les Ukrainiens de moins de 60 ans, à l'exception notamment des pères d'au moins trois enfants mineurs, peuvent être mobilisés. Et l'armée compte « 1,2 million d'hommes actuellement », précise Vitalii Koval, chef des autorités militaires de la région occidentale de Rivne. Dans ce pays de 43 millions d'habitants, les bras manquent donc dans certains secteurs, dont le BTP.

L'industrie textile, qui emploie 133 500 personnes, échappe à cette difficulté. D'autant que son activité « résiste mieux que d'autres », assure Tetiana Izovit, présidente d'Ukrlegprom, fédération de l'industrie textile. Certes, « les ventes ont chuté de 26 % [en 2022], mais c'est moins que le produit intérieur brut, qui, lui, s'est effondré de 30 % ».

«COMPÉTITIVITÉ»

Bien que « 20 % du parc industriel ait été détruit ou dégradé », lors des attaques russes menées dans le nord et l'est du pays, et que « 25 % de son personnel ait émigré ou déménagé » pour fuir les zones de combat, précise Tetiana Izovit, le secteur produit toujours. A l'étranger, il parvient encore à vendre ses parkas et ses manteaux : l'Ukraine en tire 66 % de ses exportations d'habillement.

Ce savoir-faire est un héritage de la planification de l'économie soviétique. Moscou avait assigné la production d'un type de vêtement à certaines régions : Kharkiv et Donetsk étaient respectivement connus pour les robes et les manteaux. Partout sur le territoire, des usines fabriquaient en grandes séries, à partir de tissus produits dans d'autres républiques soviétiques. Les manteaux ukrainiens étaient vendus dans toute l'Union soviétique.

Cette industrie a survécu aux privatisations qui ont suivi l'indépendance, en 1991. C'est notamment d'Ukraine que sont importés les vestes et manteaux vendus chez Camaïeu et Promod dans les années 1990, selon Frédéric Lener. « Les usines textiles poussent alors comme des champignons », se souvient Fedor Zhunke, directeur de l'usine de Kovel (Nord-Ouest). Puis, en 2005, c'est la dou-



Confection de parkas pour les soldats ukrainiens, dans l'oblast de Tchernihiv (nord de l'Ukraine), le 26 septembre. ALEX MCBRIDE POUR « LE MONDE »

PLEIN CADRE

Les femmes, clé de voûte du textile ukrainien

Grâce à la production massive de parkas militaires et à l'export de manteaux vers l'Europe, le secteur, porté par son personnel féminin, résiste depuis l'invasion russe de février 2022



che froide : la levée des quotas chinois d'importation en Europe assèche son carnet de commandes. Les enseignes de mode à petits prix partent se fournir en Chine.

Les marques de mode haut de gamme les ont, depuis, remplacées. Car l'industrie ukrainienne a tout pour plaire aux Lacoste, Fursac, Zadig & Voltaire et autres Balibaris. Les ouvrières maîtrisent le montage complexe de ces vêtements doublés aux lainages épais ou aux gabardines imperméables. En outre, elles perçoivent un salaire bas, entre 200 et 750 euros.

Depuis le 24 février 2022, date du déclenchement du conflit par Moscou, « 50 % des donneurs d'ordre européens sont partis », déplore Tetiana Izovit. Hugo Boss lâche deux de ses quatre fournisseurs ukrainiens « pour des raisons économiques », assure la marque allemande.

A contrario, Bensimon, Zadig & Voltaire, Mugler ou Vanessa Bruno maintiennent leurs com-

mandes par « solidarité », « fidélité à un fournisseur » ou, plus prosaïquement, « pour la compétitivité » qu'offre l'industrie locale. Car, en dépit d'une inflation de l'ordre de 20 % en 2022, les salaires sont toujours peu élevés en Ukraine. Tous les poids lourds sont prioritaires aux postes-frontières avec la Pologne, par exemple. Résultat : « Nous ne subissons aucun retard », assure Victor Duclos, chargé de la qualité chez Lener Cordier.

Dès lors, certaines usines croulent encore sous la demande. A commencer par celles situées dans l'ouest du territoire. Le carnet de commandes de l'usine UCF d'Ouhhorod, capitale de la Transcarpatie, à 25 kilomètres de la frontière hongroise et 5 kilomètres de la Slovaquie, « est plein », assure Alain Sarfati, un Français qui conseille les entreprises dans la délocalisation de leur production dans le pays depuis vingt-cinq ans.

CADENCES INTENSES

A Kovel, un peu plus au nord, à 60 kilomètres de la frontière avec la Pologne, l'usine de M. Zhunke a produit 130 000 pièces en 2022, soit 40 000 de plus qu'en 2021. En 2023, Zadig & Voltaire lui a commandé 76 000 vestes vendues entre 575 et 745 euros en boutique. Bien que située au nord-est de Kiev, dans une zone partiellement occupée par les troupes russes au printemps 2022, l'usine Elegant de Tchernihiv tourne aussi « à 100 % », assure sa directrice, Natalia Romanovska.

Toujours au cœur de cet oblast, dans une usine créée en 1943, les cadences sont intenses. Sa pa-

tronne, veuve de guerre depuis un an, exige de ne dévoiler ni son nom, ni le sien, ni la ville où elle se situe. « Les Russes pourraient la repérer sur LinkedIn et Google Maps », s'inquiète-t-elle. Car sa production pour l'armée ukrainienne relève désormais des « industries stratégiques ».

En ce mardi 26 septembre, les 370 salariés bouclent la confection de 94 000 parkas qui habilleront les soldats aux premiers jours de l'hiver. L'accumulation de ces grosses vestes à capuche avec des imprimés camouflage glace le sang : le kaki est sous tous les pieds-de-biche, dans chacune des sept chaînes de production, équipées, depuis peu, de robots flambant neufs.

« Acheter une Mercedes, je m'en fiche. Je réinvestis tout ce que je gagne pour les gens, pour l'Ukraine », explique celle qui dit avoir « complètement changé de mentalité » depuis la mort de son mari. Pour faire face à l'afflux de commandes militaires, l'entrepreneuse a embauché 70 personnes, dont 15 déplacées de l'est de l'Ukraine.

Svetlana, l'une d'entre elles, a fui Kharkiv en mars 2022 et s'est réfugiée, avec son mari et son fils, dans cette ville des grandes steppes du Dniestr. Elle y a été formée à la couture, puis a rejoint l'atelier des polos. « A mes débuts, pour chaque nouvelle pièce, je pensais au soldat qui allait l'enfiler (...) Aujourd'hui, je n'y pense plus », dit-elle, épuisée par la cadence et la reproduction du même modèle depuis dix-huit mois.

D'autres déplacées de l'est de l'Ukraine viendront prochaine-

ment. Pour les loger, l'entreprise leur prépare des studios. Un nouvel atelier doit aussi « être inauguré au printemps 2024 », espère la dirigeante qui, pour ce chantier, a obtenu des autorités le droit de « réserver » des hommes susceptibles d'être mobilisés. Son sous-sol comprendra un abri antiaérien.

Mykola Sychenko, actionnaire de Lesya, poursuit aussi ses investissements. En août, il a ouvert une usine de tricot à Jytomyr (Ouest). « Après la guerre, nous aurons ainsi de meilleurs outils et un personnel plus qualifié », avance-t-il. « Dans cette période se manifestent les investisseurs courageux », formule Vitalii Koval.

Nommé en 2019, par le président de l'Ukraine, Volodymyr Zelensky, à la tête de l'oblast de Rivne, cet ancien banquier avait pour mission d'y attirer des investisseurs. Quatre ans plus tard, il souligne combien le « front économique » est essentiel « pour financer la guerre par l'impôt, assurer des revenus aux Ukrainiens » et contribuer à « la stabilité sociale du pays ».

Bensimon, Zadig & Voltaire, Mugler ou Vanessa Bruno maintiennent leurs commandes par « solidarité »

De fait, tous ces entrepreneurs se disent habités par la volonté de « servir l'Ukraine » et de « fournir des emplois aux Ukrainiens ». Tous aussi préparent l'après-guerre en approchant davantage de marques étrangères pour être payés en euros, devise actuellement quarante fois plus forte que la hryvnia. Reste à « les rassurer sur leur capacité à honorer les commandes », convient la présidente de la fédération ukrainienne de l'industrie textile.

«BLACK-OUT»

Or, « aujourd'hui, le développement d'un portefeuille de clients est très incertain », remarque, en France, Jean-Marie Bardout, fondateur de Cap Est, porteur d'affaires aux usines ukrainiennes. Car la crise de la consommation lamine les distributeurs de mode. Kookaï, en redressement judiciaire depuis février, rechigne à payer ses manteaux prêts à être livrés depuis l'une de ces usines ukrainiennes. Et certaines enseignes ne veulent pas s'exposer « au risque d'un approvisionnement ukrainien » et d'un défaut de livraison, analyse Dirk Vantighem, directeur général d'Euratex, la fédération européenne du textile et de l'habillement.

Ces usines survivront-elles au deuxième hiver de guerre ? En Ukraine, toute la profession s'inquiète de la fourniture d'électricité. A Rivne, Vitalii Koval, le chef des autorités militaires, admet le « problème » que posent les « black-out » pour les entreprises. Mais elles ne pourront pas compter sur les groupes électrogènes fournis par l'Etat, qui les réserve aux infrastructures critiques, dont les hôpitaux.

Les industriels s'organisent. Par précaution, Cap Est a déjà livré un générateur dans l'usine de Kovel. Montant de la facture : 60 000 euros. D'autres sites, eux, misent sur l'énergie solaire. A Tchernihiv, Natalia Romanovska envisage d'investir « 100 000 dollars » (96 000 euros) pour équiper son toit, mais elle hésite. Car, observe-t-elle, ses panneaux réflecteurs seraient repérables « par photos satellites ».

JULIETTE GARNIER